

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION



1 Place de la Mairie,
34560 Poussan

SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>3</u>
1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
1.2 - DECOMPOSITION EN LOTS DE L'ACCORD-CADRE	3
1.3 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	3
1.3.3 PROLONGATION DES DELAIS	4
1.4 - TYPE D'ACCORD-CADRE	4
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5 : PRIX</u>	<u>5</u>
5.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	5
5.2 – MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	5
<u>ARTICLE 6 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>5</u>
6.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	5
6.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	5
6.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	6
<u>ARTICLE 7 : PENALITES</u>	<u>7</u>
7.1 - PENALITES DE RETARD	7
7.2 - AUTRES PENALITES ET PRIMES	7
7.3 - PENALITES POUR INDISPONIBILITE	7
<u>ARTICLE 8 : ASSURANCES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 9 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 10 : DROIT ET LANGUE</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 11 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 12 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.</u>	<u>8</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Services de télécommunications

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre avec uniquement un maximum en valeur, passé en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Désignation de sous-traitants en cours de contrat :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

1.2 - Décomposition en lots de l'accord-cadre

Il est prévu une décomposition en 2 lots :

Lot 1 : Fibre Internet

Lot 2 : Téléphonie fixe

1.3 - Durée - Délais d'exécution

1.3.1 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans (deux ans) à compter de la notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement par période successive de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans. Soit une durée maximale du contrat de 4 années (quatre années).

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

1.3.2 Délais d'exécution

Les délais maximums de la mise en œuvre des installations sont :

- 14 semaines pour les accès fibre optique
- 4 semaines pour les liaisons téléphoniques fixes et internet autre que fibre

1.3.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-T.I.C.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Article 2 : Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes dûment complétés et signés
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo)
- Le bordereau des prix unitaires
- Le cadre de Mémoire technique et d'organisation, ainsi que les pièces dont la production y est exigée

Article 3 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Poursuite de l'exécution des prestations

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Article 4 : Constatation de l'exécution des prestations

Le candidat remettra un compte rendu de la prestation réalisée ainsi qu'un rapport de mise en service. Ces documents sont obligatoires, ils attesteront du bon fonctionnement du service (Internet, téléphonie fixe et gestion des appels malades).

Article 5 : Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de l'accord-cadre à bons de commande seront réglées par application des prix unitaires.

5.2 – Modalités de variations des prix

Les prix sont révisables.

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Pour la période initiale du marché, les prix unitaires H.T. fournis par le titulaire lors de la remise de son offre seront fermes, et serviront de base aux règlements des services. Les services faisant l'objet du marché sont réglés par application aux quantités livrées, des prix unitaires

Pour chacune des périodes de reconduction, les prix sont ajustables par référence aux tarifs ou barème propres au titulaire. La référence utilisée est : Tarif général du titulaire. Le titulaire doit communiquer son nouveau tarif ou barème par lettre recommandée avec avis de réception, au plus tard 3 mois avant l'échéance annuelle, ainsi que le pourcentage de variation par rapport au prix précédemment pratiqués.

Le titulaire certifie que les tarifs de référence stipulés en annexe à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il fournira, à la demande de la personne publique, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

La personne publique tiendra compte de l'évolution des tarifs, à la baisse comme à la hausse, pour prendre la décision de renouveler ou non le marché pour une année supplémentaire. Elle se réserve le droit de ne pas renouveler le marché.

Article 6 : Modalités de règlement des comptes

6.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-T.I.C.

6.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-T.I.C.

6.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4 - Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1º La date d'émission de la facture ;
- 2º La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3º Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4º En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5º Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6º La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7º La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8º Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9º Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10º Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11º Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La facturation mensuelle doit faire apparaître :

- La consommation détaillée

- Les abonnements ventilés par services

Le titulaire mettra à disposition de la personne publique, un numéro d'appel et une adresse mail, pour tout renseignement concernant la facturation des services dans le cadre du présent marché. Le titulaire s'engage à répondre à toute demande de la mairie de POUSSAN dans les meilleurs délais suivant la demande.

Article 7 : Pénalités

7.1 - Pénalités de retard

Pénalités pour non-respect de délai de mise en service

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 100,00 Euros.

Les pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le pouvoir adjudicateur. En cas de force majeure ou si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur, il ne sera pas fait application des pénalités de retard.

7.2 - Autres pénalités et primes

Il n'est pas prévu d'autres pénalités ou primes.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du contrat global.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

7.3 - Pénalités pour indisponibilité

Les modalités et les conditions d'applications des pénalités pour indisponibilité sont les suivantes :

Conformément aux dispositions de l'article 14.2.1 du CCAG TIC, un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Par dérogation à l'article 14.2.3 du CCAG TIC, le non-respect des garanties de temps de rétablissement indiqués par le titulaire dans son offre, aura comme conséquence l'application de pénalités d'indisponibilité.

Les pannes donnant lieu à pénalités seront comptabilisées trimestriellement (et ces pénalités seront déduites du montant du décompte correspondant).

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG TIC, les pénalités en cas de défaillance de la GTR par tranche de 1h au-delà de la GTR contractuelle (toute heure débutée est due) sont ainsi établies :

- 50 € TTC / heure

Il est toutefois précisé que les seuils d'indisponibilité pourront être réévalués si le titulaire concerné est à même de dûment justifier le dépassement de ce seuil.

Les pénalités d'indisponibilité ne s'appliqueront pas dans l'hypothèse d'équipements qui seront considérés comme économiquement irréparables.

Article 8 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 9 : Résiliation de l'accord-cadre

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera résilié aux torts du titulaire.

Article 10 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 11 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 12 : Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Techniques de l'Information et de la Communication explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 12.1 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Techniques de l'Information et de la Communication

L'article 12.3 déroge à l'article 14.2 du C.C.A.G. Techniques de l'Information et de la Communication



Dressé par :

Lu et approuvé

Le :

(signature)